



## COMMUNIQUE SUR LA SITUATION SOCIO- POLITIQUE TOGOLAISE

=====

Depuis quelque temps, alors que la CEDEAO s'investit pleinement dans la mise en œuvre des décisions contenues dans la Feuille de Route adoptée le 31 juillet 2018 par la Conférence des Chef d'Etat et de Gouvernement de l'organisation sous régionale, des propos et des écrits sont diffusés pour appeler à des initiatives susceptibles de créer le désordre et de susciter la violence au Togo. De tels messages sont de nature à compromettre les efforts qui sont en cours pour mettre fin à la situation difficile que connaît le pays ; ils accentuent également l'inquiétude que la persistance de la crise suscite chez les Togolais, les amis et les partenaires du Togo. C'est dire qu'ils vont à l'encontre des intérêts fondamentaux du peuple Togolais et de la Sous-région.

A ce propos, les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO voudraient rappeler qu'aux paragraphes 39 et 40 de la Feuille de Route du 31 juillet 2018 à laquelle ont souscrit tous les acteurs politiques, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a condamné tout recours à la violence et appelé les acteurs politiques et la société civile à s'abstenir, en toute circonstance, d'actes et de propos susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions et de compromettre les efforts en cours. Cette position s'inscrit en droite ligne dans l'esprit et la lettre du Protocole de la CEDEAO relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Voilà pourquoi les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO expriment leur totale désapprobation des propos et écrits susmentionnés. Au demeurant, ceux-ci vont à l'encontre du souci d'apaisement que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a salué chez l'ensemble des acteurs politiques depuis le début de la Facilitation entreprise par la CEDEAO. Aussi, les Facilitateurs et la Commission voudraient-ils, à nouveau, lancer un appel pressant à toutes les parties prenantes à la crise,



pour qu'elles s'abstiennent de recourir à la violence et s'inscrivent résolument dans la voie du dialogue et de la concertation pour résoudre leurs différends, de manière à promouvoir la culture de la paix dans leur pays, pour le bien commun. Ils sollicitent, en même temps, la collaboration, dans ce sens, des responsables des organisations de la société civile et des médias.

Enfin, les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO réaffirment leur ferme détermination à tout mettre en œuvre, en vue de l'application de la Feuille de Route du 31 juillet 2018.

**Abuja, le 26 novembre 2018**

**Commission de la CEDEAO**